

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 19 DU 2 DÉCEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} MAI 2012
(BASSE-NORMANDIE)

NOR : ASET1250169M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Basse-Normandie ;

La CAPEB Basse-Normandie ;

La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les organisations représentatives des employeurs et des salariés du bâtiment de Basse-Normandie se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Basse-Normandie à compter du 1^{er} mai 2012 et à compter du 1^{er} octobre 2012.

Article 2

Par dérogation à l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, à compter du 1^{er} mai 2012, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

- 150 : 1 415,84 € ;
- 170 : 1 434,65 € ;
- 250 : 1 901,18 € ;
- 270 : 2 024,49 €.

A compter du 1^{er} mai 2012, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel	TAUX horaire
Niveau I Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 415,84	9,335
– position 2	170	1 434,65	9,459
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 487,88	9,810
Niveau III Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 640,46	10,816
– position 2	230	1 762,41	11,620
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 901,18	12,535
– position 2	270	2 024,49	13,348

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 358,70 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,103 €.

Article 3

Par dérogation à l'article 12.8 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, à compter du 1^{er} octobre 2012, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des coefficients 150, 170, 250 et 270 des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme suit :

- 150 : 1 429,79 € ;
- 170 : 1 448,90 € ;
- 250 : 1 919,99 € ;
- 270 : 2 044,51 €.

A compter du 1^{er} octobre 2012, pour la région Basse-Normandie, les parties signataires du présent accord ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour un horaire mensuel de 151,67 heures comme indiqué dans le tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel	TAUX horaire
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150	1 429,79	9,427
– position 2	170	1 448,90	9,553
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 502,44	9,906
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 656,54	10,922
– position 2	230	1 779,85	11,735
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 919,99	12,659
– position 2	270	2 044,51	13,480

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 362,18 € ;
- la valeur du point (VP) à 6,163 €.

Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Caen, le 2 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)